

coup d'abus se glissent, qu'un grand nombre d'injustices soient commises, et que des réformes nombreuses et vivement désirées se fassent encore attendre.

C'est ce qui prouve l'utilité, sinon la nécessité de la publication d'une feuille telle que la *Semaine*, dans laquelle les hommes intéressés au bon fonctionnement de notre système d'éducation, indiquent sans esprit de parti ce qui doit être fait et les réformes à effectuer, et font connaître la vérité là où elle est cachée.

Les personnes donc qui croient que l'hon. Surintendant de l'Éducation a droit de regarder notre journal d'un mauvais œil, se trompent fort; ce sont des personnes trop officieuses et qui, douées d'un esprit égoïste, despotique et hautain, jugent les autres d'après elles-mêmes. Nous n'avons pas voulu et nous ne voulons pas faire une opposition systématique aux efforts que fait M. Chauveau pour avancer les progrès de l'éducation; nous voulons au contraire lui fournir l'aide de notre faible expérience, lui faire connaître ce que souffrent nos confrères et indiquer les abus nombreux qui peuvent passer inaperçus à ses yeux.

Exposer que telle et telle chose ne devrait pas être, que telle et telle autre serait préférable, ne peut être regardé par des hommes à esprit droit comme une attaque blessante contre l'administrateur de telles choses.

Notre "Ami" ne partage pas, nous l'espérons, l'opinion émise dernièrement par une certaine personne, depuis quelques années officiel et officieux; s'il en fut jamais: "qu'une chose juste et bonne même ne doit pas être demandée par des inférieurs à leur supérieur sans manquer au respect qu'ils lui doivent, parce qu'une telle demande comporte un acte de blâme contre le supérieur qui n'a pas jugé à propos de statuer de lui-même que telle chose serait ainsi." Avec de pareilles doctrines et avec de tels hommes il n'est pas surprenant que les choses aillent à pas de tortue dans la voie du progrès.

Quant aux inspecteurs d'école, personne ne peut disconvenir qu'il y aurait possibilité d'avoir un meilleur système d'inspection; nous n'avons cependant pas voulu accuser les inspecteurs d'aucune négligence; nous reconnaissons dans la plupart d'entre eux des hommes zélés, actifs et animés du meilleur désir d'avancer l'éducation. Leur sort est à l'instar de celui de l'instituteur, dans un état des plus précaires, et nous pensons qu'ils sont plus à plaindre qu'à blâmer. Avec un salaire de \$500 à \$700, avec l'obligation de visiter 80 à 100 écoles, et au delà, et deux fois par année, combien reste-t-il pour le soutien d'une famille? guère plus de \$100. Il n'est pas étonnant après cela que les

visites soient généralement faites à la hâte et que MM. les inspecteurs ne puissent fournir certains renseignements qu'il serait utile de faire connaître. Il nous semble que, pour être juste à leur égard, on devrait les obliger à ne visiter les écoles qu'une seule fois l'année, et, en revanche, à mieux soigner les affaires monétaires des municipalités.

Quant à l'idée qu'entretiennent certains hommes; que la *Semaine* a été fondée dans le but de faire opposition au *Journal de l'Instruction publique*, et qu'elle peut lui nuire, elle est ridicule à l'extrême. Croire que trois instituteurs ont eu la pensée de faire opposition à un journal soutenu par un vote annuel de la Législature de \$1800, rédigé par un des premiers hommes du pays, le Surintendant de l'Éducation lui-même, propagé par MM. les inspecteurs, patronné par des professeurs zélés, etc., est absurde! Qui pensera un instant que nous ayons eu la folle prétention de supplanter un tel journal? On feint de le croire, mais c'est un prétexte pour blâmer.

Si la *Semaine* eût été fondée par tout autre que par des instituteurs, les hommes qui nous blâment, et qui nous verraient tomber avec plaisir, seraient les premiers à crier à notre dévouement généreux, à notre noble initiative. Mais on ne peut souffrir que trois instituteurs aient eu la hardiesse de lever la tête, de regarder autour d'eux et de dire leur façon de penser sur tous les maux qui les environnent et qui les touchent de près.

La *Semaine*, loin de nuire au *Journal de l'Instruction publique*, est un auxiliaire nécessaire à ce journal. Le *Journal de l'Instruction publique* est envoyé en France, en Belgique, aux États-Unis, etc.; beaucoup de faits qui ont besoin d'être connus ici, en Canada, ne peuvent l'être à l'étranger; de là la nécessité de la publication de la *Semaine*.

D'ailleurs, l'existence du *Journal de l'Instruction publique* est assurée; il est apprécié, recherché: le nombre des abonnés augmente chaque année, les instituteurs et institutrices le reçoivent avec empressement et profitent des précieux renseignements qu'il contient; mais une autre feuille ne pourrait-elle pas vivre en même temps? Pourquoi cette opposition à notre journal, qui est plus grande que notre "Ami" ne le pense peut-être, car depuis longtemps le bruit en est venu à nos oreilles.

Si notre "Ami," par malheur, n'est pas content de ces explications, qu'il nous le dise: nous lui donnerons d'autres détails plus au long.